

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE COMMERCE DU BOIS (SCP 125.03)

Convention collective du 21 mai 2003 relative aux conditions de travail et de rémunération, la promotion de l'emploi, la sauvegarde préventive de la compétitivité et les initiatives de formation en faveur des groupes à risque.

Article 1^{er}. CHAMP D'APPLICATION

La convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la sous-commission paritaire pour le commerce du bois et aux ouvriers qu'ils occupent. Par ouvriers, on entend les ouvriers masculins et féminins.

Article 2. CADRE JURIDIQUE

La convention collective de travail est conclue en exécution du chapitre IV du titre III de la loi du 26 juillet 1996 pour la promotion de l'emploi et la sauvegarde préventive de la compétitivité, et de ses arrêtés d'exécution. Elle tient également compte des dispositions de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003.

Article 3. POU VOIR D'ACHAT

Les parties sont d'accord pour augmenter le pouvoir d'achat comme suit :

- Au 1^{er} juillet 2003, les salaires effectifs et barémiques sont augmentés de 0,05 EUR
- Au 1^{er} juillet 2004, les salaires effectifs et barémiques sont augmentés de 0,035 EUR

Le système d'indexation actuel reste d'application.

La prime syndicale est portée à 123,95 EUR à compter du 1^{er} janvier 2003. La même augmentation est également valable pour les prépensionnés et pour ceux qui bénéficient d'une pension complémentaire. Cela signifie qu'à partir du 1^{er} juillet 2003, leur prime syndicale sera majorée pour atteindre 10,33 EUR par mois.

L'indemnité de formation permanente, à charge du Fonds de sécurité d'existence, est portée, à compter du 1^{er} janvier 2003, à 0,60 EUR par journée effectivement prestée. L'indemnité pour les journées assimilées de maladie / accident de travail et chômage temporaire reste inchangée à 0,50 EUR.

Article 4. AVANTAGE SOCIAL

A partir du 1^{er} janvier 2003, l'avantage social est porté à 5,3 % des salaires bruts à 108% et, à partir du 1^{er} janvier 2004, à 5,4% des salaires bruts à 108%.

Il est octroyé aux nouveaux venus dans le secteur qui sont toujours en service le 30 novembre de l'année d'entrée en service, un avantage social de 57,50 EUR par mois. Cet avantage est octroyé par mois travaillé entre le 1^{er} janvier et le 30 juin.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.
29 -09- 2003 | 01 -12- 2003 NR.
N°

68760 100/125.03

Si le contrat de travail débute avant le seizième jour du mois, on considère que le mois entier a été presté. Si le contrat débute après le quinzième jour du mois, on considère que le mois n'a pas été presté. Les travailleurs affiliés à une organisation syndicale bénéficient en outre d'une prime syndicale de 10,33 EUR par mois.

L'avantage social octroyé aux ouvriers licenciés pour raisons économiques entre le 1^{er} janvier et le 30 juin est de 54,54 EUR par mois.

Les travailleurs affiliés à une organisation syndicale bénéficient en outre d'une prime syndicale de 10,33 EUR par mois.

Article 5. FRAIS DE TRANSPORT

L'intervention de l'employeur, dans le cas des transports en commun, à partir du 1^{er} juillet 2003, est de 70 % du prix de la carte-train. Pour les moyens de transport privés, l'intervention de l'employeur est de 60%, à partir du premier kilomètre.

L'indemnité vélo de 0,15 EUR par kilomètre (distance réelle ; aller et retour) entre le domicile et le lieu de travail est octroyée pour un nombre illimité de jours par an, et ce, à partir du 1^{er} juillet 2003.

Article 6. EMPLOI

En exécution de la présente convention collective de travail, les parties signataires déclarent que les travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois peuvent bénéficier des primes d'encouragement pour crédit de soins, crédit de formation, "landingsbanen", entreprises en difficultés ou en restructuration, crédit-temps 1/5ième octroyées par les Régions ou les Communautés, et d'éventuelles mesures complémentaires.

Article 7. CONGE FAMILIAL ET PETITS CHOMAGES

Les employeurs sont disposés à payer pendant la durée de validité de la convention collective de travail un jour de congé familial en cas d'hospitalisation d'un enfant ou du conjoint qui habite sous le même toit. Ce congé familial ne peut être pris que sur base d'une attestation médicale mentionnant que la présence de l'intéressé était nécessaire.

Pour ce qui concerne l'octroi de petits chômages pour cohabitants, les dispositions de la convention collective de travail précédente sont prorogées.

Article 8. GROUPES A RISQUE ET FORMATION

Pour ce qui concerne la formation et l'éducation des groupes à risque, la cotisation légalement prévue par l'arrêté royal du 27 janvier 1997, à savoir 0,10 %, est versée au fonds sectoriel. Les besoins de formation concrets seront examinés et il sera établi une activation de la formation. Il sera également régulièrement soumis à la Sous-commission paritaire un bilan de la formation et de l'éducation

Article 9. FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE

L'indemnité complémentaire octroyée par le Fonds de sécurité d'existence, suite à la réglementation existante, en cas de maladie et/ou accident de travail est portée à 4,20 EUR à partir du 1^{er} janvier 2004. L'indemnité complémentaire en cas de chômage économique est inchangée, à 4,09 EUR par jour.

A partir du 1^{er} janvier 2003 le Fonds de sécurité d'existence perçoit une nouvelle cotisation de 0,5 % affectée à la promotion du bois. Le comité de gestion paritaire du Fonds de sécurité d'existence est chargé de l'affectation adéquate de cette cotisation. La cotisation globale au Fonds de sécurité d'existence se monte ainsi à 8,4% des salaires des ouvriers à 108% à partir du 1^{er} janvier 2003.

Article 10. QUALITE DU TRAVAIL

Les parties sont disposées à faire des efforts pour réduire le stress au travail. Elles feront ces efforts en collaboration avec le Centre technique de l'Industrie du Bois (TCHN- CTIB).

Article 11. CREDIT-TEMPS

Les parties sont d'accord pour que les modalités de la diminution de carrière 1/5 pour le travail en équipe soit fixées au niveau des entreprises.

Article 12. IMPRÉGNATION DU BOIS

Les parties sont d'accord d'assimiler l'imprégnation mécanique du bois à l'imprégnation manuelle et de payer l'allocation prévue pour cette qualification durant les heures pendant lesquelles le travailleur est chargé de l'exercice de cette activité.

Article 13. DUREE DE VALIDITE ET DISPOSITIONS FINALES

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et cesse de produire ses effets le 1^{er} janvier 2005. Les parties signataires s'engagent pour la durée du présent accord de ne pas présenter de nouvelles revendications relatives au contenu du présent accord et à garder la paix sociale.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE HOUTHANDEL (PSC 125.03)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2003 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden, de bevordering van de werkgelegenheid, de preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen en de vormingsinitiatieven ten behoeve van risicogroepen.

Artikel 1. TOEPASSINGSGBIED.

De collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de Houthandel alsook op de werklieden die zij tewerkstellen. Onder werklieden verstaat men de mannelijke en vrouwelijke arbeiders.

Artikel 2. JURIDISCH KADER.

De collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van hoofdstuk IV van titel III van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen en van zijn uitvoeringsbesluiten. Het houdt eveneens rekening met de bepalingen van het Interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003.

Artikel 3. KOOPKRACHT.

De partijen gaan akkoord om de koopkracht als volgt te verhogen :

- op 1 juli 2003 worden de effectieve en baremalonen verhoogd met 0,05 EUR.
- op 1 juli 2004 worden de effectieve en baremalonen verhoogd met 0,035 EUR

Het bestaande indexsysteem blijft van toepassing.

- de syndicale premie wordt verhoogd tot 123,95 EUR vanaf 1 januari 2003. Dit geldt eveneens voor de bruggepensioneerden en diegene die een aanvullend pensioen genieten. Dit betekent voor deze laatsten dat vanaf 1 juli 2003 hun syndicale premie zal worden verhoogd tot 10,33 EUR per maand.

- de vergoeding permanente vorming, ten laste van het Fonds voor Bestaanszekerheid, wordt vanaf 1 januari 2003 verhoogd tot 0,60 EUR per effectiefgepresteerde dag. De vergoeding voor gelijkgestelde dagen ziekte/arbeidsongeval en tijdelijke werkloosheid blijft behouden op 0,50 EUR.

Artikel 4. SOCIAAL VOORDEEL.

Vanaf 1 januari 2003 wordt het sociaal voordeel op 5,3 % van de brutolonen aan 108 % gebracht en vanaf 1 januari 2004 op 5,4 % van de brutolonen aan 108 %.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR,	
29-09-2003	01-12-2003	N°	68760 10/125.03

Aan de nieuwkomers in de sector die nog steeds in dienst zijn op 30 november van het jaar van indiensttreding wordt een sociaal voordeel toegekend van 57,50 EUR per maand. Dit voordeel wordt toegekend per gepresteerde maand tussen 1 januari en 30 juni. Indien het contract voor de zestiende van de maand aanvangt wordt de maand als gepresteerd beschouwd. Indien het contract na de vijftiende van de maand aanvangt wordt de maand als niet gepresteerd beschouwd. Werknemers die aangesloten zijn bij een vakbondsorganisatie genieten bovendien van een syndicale premie van 10,33 EUR per maand.

Het sociaal voordeel toegekend aan arbeiders die om economische redenen werden ontslagen tussen 1 januari en 30 juni bedraagt 54,54 EUR per maand.

Werknemers die aangesloten zijn bij een vakbondsorganisatie genieten bovendien van een syndicale premie van 10,33 EUR per maand.

Artikel 5. VERPLAATSINGSKOSTEN.

De werkgeverstussenkomst in het openbaar vervoer wordt vanaf 1 juli 2003 verhoogd tot 70 % van de prijs van de treinkaart. De werkgeverstussenkomst van 60 % in het privé-vervoer geldt vanaf de 1^{ste} kilometer

De fietsvergoeding van 0,15 EUR per kilometer per reële afstand (heen en terug) tussen de woon- en de werkplaats wordt toegekend voor een onbeperkt aantal dagen per jaar en dit vanaf 1 juli 2003.

Artikel 6. TEWERKSTELLING.

In uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst verklaren de ondertekenende partijen dat de werknemers ressorterend onder het paritair subcomité voor de Houthandel gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies voor zorgkrediet, opleidingskrediet, landingsbanen, ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering, tijdskrediet 1/5, toegekend door de Gewesten of de Gemeenschappen, en van eventueel bijkomende maatregelen.

Artikel 7. FAMILIAAL VERLOF EN KLEIN VERLET.

De werkgevers zijn bereid om tijdens de duurtijd van de collectieve arbeidsovereenkomst één dag familiaal verlof te betalen in geval van hospitalisatie van een kind of van de partner die onder hetzelfde dak woont. Dit familiaal verlof kan enkel genomen worden op basis van een medisch attest waarin vermeld staat dat de aanwezigheid van de betrokkene noodzakelijk was.

Inzake de toekenning van klein verlet voor samenwonenden worden de bepalingen van de vorige collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

Artikel 8. RISICOGROEPEN EN OPLEIDING.

Inzake de vorming en opleiding voor risicogroepen wordt de wettelijke voorziene bijdrage, zoals voorzien in het koninklijk besluit van 27 januari 1997, namelijk 0,10 %, gestort in het sectoraal fonds. De concrete noden van opleiding zullen onderzocht worden en een activering van de opleiding zal uitgewerkt worden. Er zal tevens een balans van de vorming en opleiding op regelmatige tijdstippen worden voorgelegd aan het paritair subcomité.

Artikel 9. FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID.

De aanvullende vergoeding die vanuit het Fonds voor Bestaanszekerheid volgens de bestaande regeling wordt toegekend ingeval van ziekte en/of arbeidsongeval wordt vanaf 1 januari 2004 verhoogd tot 4,20 EUR. De aanvullende vergoeding bij economische werkloosheid blijft behouden op 4,09 EUR per dag.

Vanaf 1 januari 2003 wordt een nieuwe bijdrage gestort aan het Fonds van Bestaanszekerheid van 0,5 %, die zal besteed worden aan de promotie van het hout. Het paritairbeheerscomité van het Fonds voor Bestaanszekerheid is belast met de adéquate aanwending ervan. De globale bijdrage aan het Fonds voor Bestaanszekerheid komt hierdoor op 8,4 % van de arbeiderslonen aan 108 % vanaf 1 januari 2003.

Artikel 10. KWALITEIT OP HET WERK.

De partijen zijn bereid om inspanningen te leveren om de stress op het werk te verminderen. Zij zullen dit onderzoeken in samenwerking met het Technisch Centrum van de Houtnijverheid (TCHN - CTIB).

Artikel 11. TIJDSKREDIET.

Partijen gaan akkoord om inzake tijdskrediet 1/5 loopbaanvermindering voor ploegenarbeid, de modaliteiten te laten vastleggen op ondernemingsvlak.

Artikel 12. DRENKEN VAN HOUT.

Partijen gaan akkoord om het mechanisch drenken van hout gelijk te stellen met manueel drenken, en de voorziene toeslag te betalen voor deze kwalificatie tijdens de uren dat betrokkene bezig is met de uitvoering van deze activiteit.

Artikel 13. GELDIGHEIDSDUUREN SLOTBEPALINGEN.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2005. De ondertekenende partijen verbinden er zich toe om gedurende de looptijd van dit akkoord geen nieuwe eisen te stellen inzake de inhoud van dit akkoord en de sociale vrede te bewaren.